



Accord de collaboration

entre

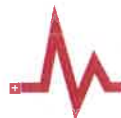
la République et Canton du Jura,
représentée par le Département de l'environnement

et

le Service Sismologique Suisse à l'ETH Zurich (**SED**)
représenté par : Prof. Dr Stefan Wiemer

(ci-après : **les Parties**)

dans le cadre du projet GEOBEST2020+



Préambule

Suite à la convention signée en juin 2022 entre le Gouvernement jurassien et Geo-Energie Jura SA et Geo-Energie Suisse SA, tous deux conjointement et solidairement exploitant du projet de géothermie profonde de Haute-Sorne, et anticipant d'autres projets de géothermie profonde sur le territoire jurassien, le Département de l'environnement désire s'assurer le soutien du Service sismologique suisse (SED). Le SED est l'institution fédérale chargée de la surveillance et de l'étude des tremblements de terre en Suisse.

Le SED et l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) ont lancé le projet GEOBEST2020+ et ont signé un accord respectif (ci-après dénommé **Accord GEOBEST2020+**) qui permet au SED d'assister les autorités cantonales dans des questions spécifiques concernant le traitement de la sismicité induite survenant au cours des projets de géothermie profonde. Dans l'Accord GEOBEST2020+, l'OFEN et le SED ont convenu que l'OFEN attribuera au SED un budget annuel plafonné pour assister les cantons suisses dans les tâches décrites à l'article 4 du présent Accord et à l'article 5.1 de l'Accord GEOBEST2020+ (reproduit à l'Annexe I).

Le Département de l'environnement, au travers du Service du développement territorial (SDT) et de l'Office de l'environnement (ENV), (ci-après conjointement dénommés le **Canton**) souhaite le soutien du SED pour bénéficier de son expertise en matière de sismologie par le biais du présent accord de collaboration (ci-après dénommé **Accord de collaboration**) dans le cadre du projet GEOBEST2020+. Le présent Accord de collaboration porte explicitement sur la sismicité induite associée à la réalisation et à l'exploitation de projets de géothermie profonde dans le canton du Jura menés dans le cadre du projet GEOBEST2020+.

Les Parties conviennent :

Art. 1 Objectifs

Le Canton et le SED conviennent de collaborer dans le domaine de la sismicité induite dans les projets de géothermie profonde (c'est-à-dire dans le cadre du projet GEOBEST2020+), les tâches spécifiques des Parties étant décrites aux articles 4 et 5 du présent Accord de collaboration. En outre, le présent Accord de collaboration vise à accroître la transparence et à réduire les conflits d'intérêts potentiels entre les différents acteurs impliqués dans le processus de gestion des risques des projets de géothermie profonde dans le canton du Jura.

Le présent Accord de collaboration a en particulier pour but de définir et de clarifier les rôles et les tâches des Parties en relation avec les projets de géothermie profonde dans le canton du Jura qui s'effectuent dans le cadre de GEOBEST2020+.

Les Parties conviennent que :

- a) Le Canton intégrera tous les projets de géothermie profonde sur le territoire du canton du Jura dans le cadre du projet GEOBEST2020+ décrit dans le



présent Accord de collaboration. Ci-après, les projets de géothermie profonde du canton du Jura intégrés dans le cadre de GEOBEST2020+ seront appelés **Projets de géothermie**. De même, les requérants, titulaires de permis ou concessionnaires pour la recherche ou l'exploitation de la géothermie profonde seront désignés conjointement sous le nom **Opérateur**.

- b) Le SED, dans le cadre de sa collaboration avec le Canton décrite dans le présent Accord de collaboration et pendant la durée de celui-ci, ne conclura des contrats ou des accords directs avec des Opérateurs que si cela a été explicitement convenu par écrit entre le SED et le Canton.
- c) Les rôles et tâches spécifiques des Parties sont définis aux articles 4 et 5.

Art. 2 Durée et résiliation

- 2.1 Le présent Accord de collaboration entrera en vigueur dès qu'il aura été signé par toutes les Parties et, sous réserve de l'article 2.2, prendra automatiquement fin le 31 mars 2024 ou à une éventuelle date antérieure de résiliation de l'accord GEOBEST2020+. Les dispositions des articles 8 à 14 continueront à s'appliquer après la résiliation de l'Accord de collaboration.
- 2.2 Sous réserve de l'octroi par l'OFEN d'un financement complémentaire pour GEOBEST2020+, le présent Accord de collaboration pourra être prolongé au-delà du 31 mars 2024 par avenant écrit entre les Parties.
- 2.3 En cas de résiliation de l'Accord GEOBEST2020+, le présent Accord de collaboration prendra automatiquement fin.
- 2.4 Après la fin ou la résiliation de cet Accord de collaboration (tel que définie aux articles 2.1–2.3), le SED poursuivra les activités décrites à l'article 4 pendant au moins 12 mois pour les Projets de géothermie pour lesquels les stations de surveillance sismique de base GEOBEST2020+ (telles que définies à l'article 4.2.a) ont déjà été déployées. Au cours de cette période, les Parties discuteront des solutions possibles pour la poursuite des activités.
- 2.5 Conformément aux paragraphes précédents de l'article 2, avant la date de résiliation décrite ci-dessus, chaque Partie ne pourra résilier de manière anticipée le présent Accord de collaboration qu'en cas de violation contractuelle fondamentale par l'autre Partie. Avant de procéder à une résiliation anticipée, la Partie qui souhaite l'initier doit donner à l'autre partie trente (30) jours pour remédier à la violation.

Art. 3 Responsables de projet et correspondance

3.1 Responsables de projet

Les Parties à cet Accord de collaboration ont nommé les **Responsables de projet** suivants :



pour le SED:

Philippe Roth
Service sismologique suisse (SED), ETH Zurich
Sonneggstrasse 5
CH-8092 Zurich
Téléphone: +41 79 424 47 88
Adresse électronique: philippe.roth@sed.ethz.ch

pour le Canton:

Pierre Brulhart
Service du développement territorial (SDT)
Chef de la Section de l'énergie
République et Canton du Jura
Rue des Moulins 2
CH-2800 Delémont
Téléphone : +41 32 420 53 10
Adresse électronique: pierre.brulhart@jura.ch

Tout changement sera notifié à l'autre partenaire par écrit.

3.2 Correspondance du projet

Toute correspondance relative au présent Accord de collaboration doit être adressée aux Responsables de projet. Les questions juridiques et les sujets relatifs à la protection de la propriété intellectuelle doivent également être adressés à :

ETH transfer, Rämistrasse 101, CH-8092 Zurich, tél. +41 (0)44 632 23 82, Fax +41 (0)44 632 11 84, adresse électronique transfer@sl.ethz.ch.

Art. 4 Tâches et responsabilités du SED

Dans le cadre de cet Accord de collaboration, le SED s'engage à fournir au Canton l'assistance décrite aux articles 4.1 à 4.3. Conformément à l'Accord GEOBEST2020+ (voir Annexe I) et plus précisément aux articles 2 et 8 de cet Accord de collaboration, cette assistance est fournie gratuitement au Canton. Le SED et le Canton décideront conjointement du début, du contenu et de la fin (conformément à l'article 2) de cette assistance.

Conformément à l'Accord GEOBEST2020+, le SED apporte l'assistance suivante au Canton:

4.1 Le SED soutient le Canton dans l'évaluation des aspects sismologiques des documents et des études des Projets de géothermie soumis au Canton par les Opérateurs dans le cadre des processus cantonaux liés à l'évaluation des impacts et des risques environnementaux, aux autorisations et la haute surveillance des Projets géothermiques.



Plus précisément,

- a) Le SED, en tant qu'une des trois parties (Canton, SED et Opérateur concerné à inclure par le Canton), effectue une évaluation GRID sur la base des données fournies par le Canton et participe à une discussion sur les résultats de l'évaluation GRID avec le Canton et l'Opérateur concerné.
- b) Le SED conseille le Canton sur le cadre général d'évaluation du risque sismique induit et sur la mise en œuvre de stratégies d'atténuation des séismes induits.
- c) Le SED évalue, par écrit, les études de risque sismique soumises au Canton par les Opérateurs. Cette évaluation sera menée en tenant compte de l'état actuel de la science et des pratiques dans le domaine et en considérant les besoins du Canton pour décider de l'acceptabilité des Projets de géothermie.
- d) Sur demande du Canton, le SED participera aux groupes d'experts consultatifs que le Canton pourrait mettre en place pour certains ou pour l'ensemble des Projets de géothermie.

4.2 Le SED assure la surveillance sismique de base, l'alerte sismique et l'analyse sismique des Projets de géothermie pour le compte du Canton.

Plus précisément,

- a) **La Surveillance sismique de base**, telle que mentionnée dans le présent Accord de collaboration, garantit les critères de complétude et de précision de localisation définis par le Guide de bonnes pratiques du SED¹ pour la catégorie GRID du Projet de géothermie concerné (ci-après : **Performance du réseau**). Compte tenu du réseau sismique existant du SED, ce dernier peut installer des stations sismiques supplémentaires provenant du pool GEO-BEST2020+ afin d'assurer une Performance du réseau adéquate pour les Projets de géothermie concernés. Pour chaque Projet de géothermie, la Performance du réseau sera documentée par le SED dans un rapport soumis au Canton un mois après l'établissement du fonctionnement complet du réseau.
- b) Sur la base des résultats de la Surveillance sismique de base, le SED exploitera un système d'alarme sismique automatisé, en temps quasi réel, qui informera les parties prenantes définies par le Canton de tous les tremblements de terre localisés par le SED à proximité des

1 Kraft, T., Roth, P., & Wiemer, S. (2020). Good-Practice Guide for Managing Induced Seismicity in Deep Geothermal Energy Projects in Switzerland (Guide des bonnes pratiques pour la gestion de la sismicité induite dans les projets de géothermie profonde en Suisse) Version 2. Rapport du Service sismologique suisse de l'ETH Zurich, <https://doi.org/10.3929/ethz-b-000453228>.



Projets de géothermie concernés et dont la structure de base est décrite dans le Guide de bonnes pratiques du SED (chap. 9). En fonction de la Performance du réseau, le Canton et le SED peuvent convenir de seuils d'alarme, de périmètres d'alarme et de temps de réponse spécifiques à chaque Projet de géothermie.

- c) Au-delà de la Surveillance sismique de base, l'Opérateur peut installer des stations sismologiques supplémentaires (ci-après : **Stations d'Opérateur**). Le SED peut intégrer les Stations d'Opérateur dans son système de surveillance sismique si :
- Elles sont conformes aux spécifications et aux exigences de la liste des besoins en matériel fournies au Canton par le SED.
 - Elles présentent une qualité suffisante après un contrôle qualité réalisé par le SED.
 - Elles sont utiles à l'exécution des tâches du SED dans le cadre du présent Accord de collaboration.
 - Le SED peut utiliser librement les données pour sa mission de surveillance des tremblements de terre et pour ses propres recherches.
- d) Le SED stockera de manière permanente les données et les métadonnées du réseau de Surveillance sismique de base, et le cas échéant des Stations d'Opérateur dans ses archives. Le SED fournira en outre un accès immédiat à ces données via ses portails adéquats. Plus précisément, le SED ne limitera pas l'accès aux données et aux métadonnées du réseau de Surveillance sismique de base pour un tiers. Les droits d'accès aux données et aux métadonnées des Stations d'Opérateur seront réservés au SED, au Canton et à l'Opérateur respectif pour une **Période d'Embargo** définie par le Canton (voir Art. 5.h), avant que les droits d'accès aux données ne soient pleinement ouverts. Le SED ne peut pas garantir un accès en temps réel aux données ou métadonnées des Stations d'Opérateur.
- e) Le SED évaluera les tremblements de terre d'une certaine magnitude ou toute autre sismicité inhabituelle dans le voisinage immédiat des Projets de géothermie et donnera au Canton une première évaluation de la probabilité que la sismicité soit liée aux Projets de géothermie dans les deux jours ouvrables. Cette évaluation sera basée sur toutes les données sismiques collectées par le SED en temps réel et sur les informations de base des activités opérationnelles du Projet géothermique en possession du SED à ce moment-là.
- f) A la demande du Canton, le SED réalisera une seconde évaluation plus détaillée en intégrant, en plus des données sismiques collectées par la SED en temps réel, toutes les données pertinentes du projet (par exemple, les données hydrauliques, les informations géologiques ou, sous réserve de l'Art. 4.2.c, les données des Stations



d'Opérateur) fournies au SED par l'intermédiaire du Canton, comme indiqué à l'article 5.d. Cette seconde évaluation sera réalisée dans un délai discuté d'un commun accord entre le Canton et le SED.

- g) Le SED fournira au Canton un rapport annuel de synthèse sur ses activités dans le cadre de cet Accord de collaboration et sur la sismicité observée sur les Projets de géothermie.
- h) Le SED gèrera pour chaque Projet de géothermie une page web spécifique avec des informations en temps réel sur les séismes, ainsi que des informations générales sur la sismicité naturelle et le Projet de géothermie. Tous les séismes localisés (examen automatique ou manuel) par le système de surveillance du SED seront publiés sans délai sur ces pages web et sur le site Internet du SED.

4.3 Limites liées à ces tâches et responsabilités du SED

- a) Dans le cadre de cet Accord de collaboration, le SED ne donne aucune assurance ou garantie concernant la sécurité ou la mise en danger découlant des risques sismiques ou tout autre résultat ou risque lié aux Projets de géothermie. Le Canton et/ou l'Opérateur utilisent les résultats générés dans le cadre de cet Accord de collaboration sous leur propre responsabilité.
- b) Le SED reçoit de l'OFEN le paiement correspondant pour l'assistance GEOBEST2020+.

Art. 5 Tâches et responsabilités du Canton

Dans le cadre du présent Accord de collaboration, le Canton s'engage à:

- a) intégrer l'évaluation des risques sismiques et la surveillance sismique des Projets de géothermies dans le cadre de GEOBEST2020+.
- b) définir et mettre à jour régulièrement des flux de travail appropriés pour aborder la surveillance sismique et l'évaluation des risques en collaboration avec le SED.
- c) informer par anticipation, et le plus tôt possible, le SED sur les Projets de géothermie à venir, y compris les estimations préliminaires des emplacements et des types de projets. Le SED a besoin de ces informations pour évaluer le besoin à long terme de matériel de surveillance.
- d) fournir au SED toutes les informations et données relatives aux Projets de géothermie qui sont pertinentes pour la conduite des tâches du SED dans le cadre du présent Accord de collaboration ainsi que les droits qui permettent au SED d'utiliser ces informations et données comme requis. En particulier, le Canton doit s'assurer que les Opérateurs fournissent au SED les données du Projet de



géothermie qui sont pertinentes pour l'évaluation de la sismicité inhabituelle décrite aux articles 4.2.e et 4.2.f.

- e) s'assurer que les Opérateurs effectuent des forages de surveillance sismique conformes aux exigences du SED si ceux-ci sont nécessaires pour atteindre la Performance de réseau exigée (voir article 4.2.a).
- f) garantir que les Opérateurs et les sous-traitants impliqués acceptent et respectent les termes et conditions du présent Accord de collaboration et que les droits du SED sont respectés. Le Canton est et reste responsable de l'exécution des activités, des obligations et de tous les autres devoirs des Opérateurs et des sous-traitants concernés dans le cadre de cet Accord de collaboration.
- g) informer le SED, au moins deux semaines à l'avance, lorsqu'une phase d'exploitation critique est prévue pour un Projet de géothermie.
- h) définir, pour chaque Projet de géothermie, une Période d'Embargo unique pour les Informations confidentielles (voir Art. 9.3) qui soit cohérente avec la durée de confidentialité définie dans les permis de recherche ou les contrats de concession et de subvention entre les Opérateurs et le Canton et, le cas échéant, le Gouvernement Fédéral. Le Canton informera le SED au début de chaque Projet de géothermie de la Période d'Embargo convenue.

Art. 6 Coordination

Une fois par an, une réunion de coordination entre le Canton, le SED et l'OFEN sera organisée par le Canton afin de faire le point sur les activités de l'année écoulée et de vérifier la bonne mise en œuvre du contenu du présent Accord de collaboration. Au plus tard lors de ces réunions, le Canton informera le SED des Projets de géothermie prévus, comme indiqué à l'article 5.c.

Art. 7 Conflit d'intérêts

Si une Partie se rend compte que les tâches qu'elle accomplit dans le cadre du présent Accord de collaboration soulèvent un conflit d'intérêts susceptible de compromettre leur bonne exécution, elle doit, dès qu'elle en a connaissance, le signaler par écrit à l'autre Partie.

Pendant la durée de cet Accord de collaboration, le SED accepte de ne pas effectuer de surveillance sismique, d'analyse des risques sismiques ou d'interprétation des données sismiques pour les Projets de géothermie pour le compte d'un Opérateur, sauf demande spécifique du Canton.

Le SED informe le Canton si un Opérateur souhaite obtenir des conseils, des orientations ou des services du SED pour ses Projets de géothermie prévus ou en cours. Le SED doit obtenir l'accord écrit du Canton pour y donner suite.

Le SED peut déléguer à une entité tierce certains travaux de construction et d'entretien des stations sismiques.

Art. 8 Compensation/engagements financiers

Tous les frais de personnel du SED pour les activités réalisées dans le cadre de cet Accord de collaboration sont financés par l'OFEN dans le cadre de GEOBEST2020+ et ces services sont fournis gratuitement au Canton.

GEOBEST2020+ couvre les coûts de construction des stations de surface des réseaux de base GEOBEST2020+ pour un nombre total de 4 à 6 projets actifs soutenus par GEOBEST2020+ dans toute la Suisse par an.

Le matériel de surveillance sismique pour les réseaux de base GEOBEST2020+ faisant autorité sera fourni par le pool GEOBEST2020+ jusqu'à épuisement des stocks. Du matériel supplémentaire pourra être financé en soumettant une proposition à l'OFEN. Sinon, les coûts du matériel devront être couverts par le Canton.

Les coûts de construction pour les forages de surveillance des réseaux de référence faisant autorité dans le cadre de GEOBEST2020+ ne sont pas couverts par GEOBEST2020+; ils sont de la responsabilité du Canton qui les répercutera sur l'Opérateur.

Les Parties conviennent que les travaux réalisés dans le cadre du présent Accord de collaboration et qui sont financés par l'OFEN doivent être conformes aux dispositions applicables des conditions générales de la Confédération pour les contrats de prestations.

Art. 9 Confidentialité, publication et résultats du projet

- 9.1 Dans le cadre du mandat accordé par la Confédération suisse, le SED a le devoir de fournir des avertissements, des alertes et des informations au public, aux médias et aux autorités en cas d'événement sismique ressenti en Suisse. Dans la mesure du possible, et conformément au principe de la liberté d'information exigé par la loi, la coordination avec le Canton (conformément à la Loi fédérale sur le principe de la transparence dans l'administration, LTrans, art. 7, § 1.b et § 1.e) concernant les Projets de géothermie est souhaitable dans ce contexte. A l'exception des informations disséminées rapidement sur certains tremblements de terre en vertu du mandat fédéral du SED, les Parties conviennent de s'informer mutuellement pendant la durée du présent Accord de collaboration de la communication publique prévue sur les aspects liés à la sismicité induite des Projets de géothermie.
- 9.2 Les Parties conviennent que les informations générales concernant la nature des Projets de géothermie, telles que les tâches convenues et l'identité des Parties et des Opérateurs impliqués, peuvent être rendues publiques.



- 9.3 Est une **Information confidentielle**, toute information de nature technique, scientifique, financière, commerciale, opérationnelle ou autre, qualifiée de confidentielle et échangée sous quelque forme que ce soit. La Partie destinataire doit garder le secret sur les informations confidentielles reçues de l'autre Partie. Cette obligation de confidentialité s'applique indépendamment du fait que l'accès aux informations confidentielles a été ou est donné par écrit, oralement, électroniquement, ou sous forme d'échantillons, de modèles, de produits ou d'équipements. Si les Informations confidentielles sont communiquées sous une forme non écrite, la partie divulgatrice doit fournir à la partie réceptrice, dans les dix (10) jours suivant la divulgation, une reproduction écrite des informations qui doivent être traitées comme confidentielles. L'obligation de confidentialité prend fin après la Période d'Embargo définie par le Canton (voir art. 5.h), et ce, même si cette durée s'étend au-delà de la fin du présent Accord de collaboration.
- 9.4 La partie destinataire s'engage à ne pas utiliser les informations confidentielles de la partie divulgatrice à des fins autres que les Projets de géothermie envisagés par le présent Accord de collaboration.
- 9.5 Les Parties s'engagent à imposer la même obligation de confidentialité aux personnes qui ne sont pas employées par elles (par exemple étudiants, assistants, consultants, Opérateur), mais qui ont accès aux informations confidentielles.
- 9.6 Les obligations de confidentialité ne s'appliquent pas aux informations pour lesquelles la partie destinataire peut prouver que ces informations:
- étaient déjà dans le domaine public avant d'être divulguées par la partie divulgatrice ou qu'elles ont été rendues publiques par la suite sans qu'il y ait faute de la partie destinataire;
 - ont été divulguées à la partie destinataire par un tiers habilité à le faire;
 - étaient déjà connues de la partie destinataire avant d'être divulguées par la partie divulgatrice;
 - sont libres d'être divulguées conformément aux articles 9.9 à 9.12;
 - ont été développées par la partie destinataire indépendamment des informations confidentielles de la partie qui les a divulguées;
 - doivent être divulguées en vertu de la loi ou d'un organisme de réglementation, auquel cas la partie destinataire doit, dans la mesure du possible, informer l'autre partie avec un préavis raisonnable de la divulgation envisagée.
- 9.7 Les droits de propriété intellectuelle des Parties qui ont été générés antérieurement, après ou en dehors des Projets de géothermie («propriété intellectuelle préexistante») ne sont pas affectés par le présent Accord de collaboration.

- 9.8 Tous les résultats, y compris les droits de propriété intellectuelle, générés par le SED dans l'exécution des tâches décrites à l'article 4 du présent Accord de collaboration (ci-après dénommés **Résultats du projet**), seront la propriété du SED. Le Canton aura le droit non exclusif d'utiliser tous les Résultats du projet à des fins internes et non commerciales.
- 9.9 Les Parties conviennent que le SED aura le droit de publier tous les Résultats du projet, sous réserve des articles 9.10 à 9.12 ci-dessous.
- 9.10 Avant la publication, le SED soumet une ébauche substantielle au Canton pour examen. Le Canton disposera alors d'un (1) mois pour notifier au SED toute objection concernant ses informations confidentielles. Si une objection est soulevée, une discussion doit avoir lieu sans délai afin de déterminer les modifications acceptables pour résoudre le problème et permettre la diffusion dans les trois (3) mois.
- 9.11 L'absence de réponse dans le délai d'un mois susmentionné est considérée comme une approbation de la publication par le Canton.
- 9.12 En cas de divulgation prévue lors de conférences scientifiques, le SED soumettra au Canton un résumé écrit de la divulgation prévue et les dispositions de l'article 9.10 s'appliqueront, les trois (3) mois indiqués étant réduits à un (1) mois.
- 9.13 Dans le cas où le Canton désire publier les Résultats du projet, il aura besoin du consentement écrit préalable du SED.

Art. 10 Absence de garantie

- 10.1 Les Parties réalisent les tâches décrites dans cet Accord de collaboration au mieux de leurs connaissances scientifiques, en faisant preuve de diligence et en tenant compte des normes scientifiques reconnues. Elles s'efforceront d'atteindre les objectifs visés par le présent Accord de collaboration.
- 10.2 Les Parties ne donnent aucune garantie, ni explicite ni implicite, concernant les Résultats du projet, y compris, mais sans s'y limiter, les garanties d'originalité, d'exactitude, de non-violation des droits de tiers, de qualité marchande, d'exhaustivité ou d'adéquation à un usage particulier. Il n'y a pas d'obligation d'effectuer des recherches en ce qui concerne les droits de propriété intellectuelle enregistrés.

Art. 11 Limitation de responsabilité

- 11.1 Conformément à l'article 10 et à l'exception de dommages corporels ou de décès, les Parties n'assument aucune responsabilité pour tout dommage, y compris, de manière non exhaustive, toute perte indirecte ou consécutive ou tout dommage similaire (par exemple, perte de profit, perte de revenus ou perte de contrats, notamment en raison d'un arrêt d'activité; autres



coûts et dépenses) subis en rapport avec le présent Accord de collaboration, à condition que ces dommages ne soient pas causés par une intention délibérée ou un acte de négligence grave.

- 11.2 Les limitations de responsabilité prévues à l'article 11.1 s'appliquent également à toutes les personnes auxiliaires (y compris, de manière non exhaustive, les consultants et les étudiants), aux agents et aux sous-traitants impliqués par les Parties, et à tout type d'informations (confidentielles) échangées ainsi qu'à la propriété intellectuelle préexistante et à tous les autres produits livrables fournis dans le cadre du présent Accord de collaboration.

Art. 12 Indemnisation pour l'utilisation des Résultats du projet

Les Parties utilisent les Résultats du projet à leurs propres risques. Nonobstant l'article 11, une Partie utilisant l'un des Résultats du projet doit, dans toute la mesure permise par le droit en vigueur, défendre, indemniser et dégager l'autre Partie de toute responsabilité en cas de réclamations de tiers (y compris, mais sans s'y limiter, les réclamations fondées sur la loi sur la responsabilité obligatoire liée aux produits) qui sont fondées sur l'utilisation par la Partie des Résultats du projet.

Art. 13 For

Le for pour tout litige, réclamation ou action en justice relatifs au présent Accord de collaboration est Delémont, devant les tribunaux ordinaires. Le présent Accord de collaboration sera interprété et régi par le droit suisse, sans référence à ses principes de conflit de lois, et ne sera pas régi par la convention des Nations unies sur les contrats internationaux de vente de marchandises (Convention de Vienne).

Art. 14 Clause générale

- 14.1 Aucune Partie n'a le droit d'engager une autre Partie à une quelconque obligation en rapport avec le présent Accord de collaboration, sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie.
- 14.2 Les Parties n'acquièrent, par cette relation contractuelle, aucun droit de l'autre Partie en dehors de ceux qui sont explicitement conférés par le présent Accord de collaboration. Aucune disposition du présent Accord de collaboration ne saurait impliquer une relation de partenariat, d'agence ou de coentreprise entre les Parties.
- 14.3 Le présent Accord de collaboration régit uniquement et exclusivement la relation contractuelle des Parties en ce qui concerne la collaboration dans le cadre de GEOBEST2020+. Tout accord antérieur entre les Parties régissant le même sujet est résilié par le présent Accord de collaboration. Les



amendements et avenants à cet Accord de collaboration ne sont valables que s'ils sont rédigés par écrit et signés légalement par toutes les Parties.

- 14.4 Si certaines dispositions de cet Accord de collaboration se révèlent invalides ou si leur exécution est impossible, la validité des autres parties de l'Accord de collaboration ne sera pas affectée. Les Parties s'engagent, dans ce cas, à remplacer sans délai la disposition invalide par une disposition valide dont le contenu reproduit le plus fidèlement possible l'intention initiale. Il en va de même en cas d'omission dans l'Accord de collaboration.
- 14.5 Le présent accord de collaboration est libellé en français et en anglais. Le texte anglais est fourni à titre indicatif. Pour éviter tout doute, en cas de conflit entre les deux versions, seule la version française s'applique et prévaut.
- 14.6 Le présent Accord de collaboration peut être signé en plusieurs exemplaires identiques, chacun d'entre eux étant considéré comme un original, mais constituant ensemble un seul et même instrument. Un fac-similé ou un exemplaire scanné de l'Accord de collaboration signé ou de son équivalent sera considéré comme un document original et aura la même force et le même effet juridique que celui-ci.
- 14.7 La signature d'une Partie par le biais d'une image scannée ou numérisée d'une signature manuscrite (par exemple, un scan au format PDF), ou par le biais d'une signature électronique (par exemple, DocuSign), a la même force et le même effet qu'une signature manuscrite originale.

Cet Accord de collaboration est daté et signé en deux exemplaires.

Chaque Partie reçoit un exemplaire original signé.

Pour le Département de
l'environnement



Le ministre
David Eray

Pour le Service Sismologique Suisse
(SED)



Le directeur
Stefan Wiemer

Lieu :

Date :

Lieu :

Date :

Zürich

24.08.2022



Annexe I

Paragraphe 5.1 de l'Accord GEOBEST2020+, daté du 7/4/2020.

5. Prestations du mandataire

5.1 Prestations

Le mandataire fournit les prestations suivantes, conformément à l'objectif du contrat:

1. Soutien aux Cantons:

- Soutenir les cantons sur la thématique de la sismicité induite de la phase de permitting à la haute-surveillance des projets de géothermie.
- Fournir aux cantons des alertes sismiques adéquates ainsi que les bases nécessaires à la prise de décision et à la haute-surveillance, apportant ainsi un soutien à la promotion et à l'acceptation de la technologie
- Soutien à la poursuite de l'élaboration des lignes directrices pour la surveillance sismique et l'évaluation des risques élaborées dans GEOBEST-CH d'ici la fin de 2019.

2. Contribution à la surveillance sismique des projets de géothermie profonde:

- Acquisition prévue de matériel pour 6 stations supplémentaires du parc d'instruments pour faire face au nombre croissant de projets.
- Surveillance sismique, alerte et suivi de 4 à 6 projets de géothermie profonde (p. ex. Genève, Lavey-les-Bains, Vinzel, Yverdon, Haute-Sorne). Toute autre utilisation du sous-sol profond à des fins énergétiques pourrait également faire l'objet d'une surveillance.
- Archivage et mise à disposition de données sismiques (en coordination avec swisstopo).

3. Informations et conseils indépendants :

- Construction et maintenance de sites Web spécifiques à des projets avec des informations de fond et en temps réel.
- Conférences publiques sur le thème de la sismicité induite.
- Contributions aux expositions, en collaboration avec focusTerra.

4. Transfert de connaissances et de technologie :

- Présentation pratique des résultats des recherches en cours dans des conférences et sur le site Web du SED sur la sismicité induite.
- Mise en œuvre de nouveaux ateliers internationaux (tous les deux ans à partir de 2021).

5. Assurance Qualité:

- Poursuite de l'élaboration de normes de qualité pour la surveillance sismique et l'évaluation des risques.

Options:

Les prestations ci-dessus seront réalisées pour une phase initiale (01.01.2020 - 31.12.2021) et pourront être prolongées pour une durée de deux ans (01.01.2022 - 31.12.2023).

Le mandant acquiert les options selon ses besoins sur décision propre, en fonction du contenu et de l'étendue. Le mandataire ne peut exiger que le mandant commande tout ou partie des options.

Le service d'achat ne doit au mandataire aucune indemnité ou prestation de quelque nature que ce soit pour les options.